

s'embourbe. La conjonction momentanée de ceux qui ne veulent rien changer (*et qui finiront par tout perdre*) et de ceux qui, pour affaiblir l'État, s'abstiennent bien de le réformer (*pour le laisser se paralyser*) fait perdre à notre pays de précieuses années. En attendant, pèsent concrètement sur notre vie quotidienne de direction d'établissement l'empilement des contradictions et des non-choix qui nous gâchent la vie et vident notre métier de son contenu. Les personnels de direction, à eux seuls, ne transformeront pas l'État mais, avec d'autres fonctionnaires, cadres ou non, nous devons pleinement investir ce thème. Il en va de notre avenir et il y a urgence.

BIOGRAPHIE

Sur l'état de l'État en France, il y a l'incontournable et terrible livre de Fauroux « Notre État » (Hachette, 2002). Tout dernièrement, le numéro 44 de Sciences Humaines consacré aux « voies de la gouvernance » présente d'intéressants articles sur les évolutions de l'État (dont un caustique mais, hélas, bien vrai sur l'Éducation nationale et les EPLE). On peut également visiter le site du Commissariat général au Plan consacré à « l'État stratège » (www.plan.gouv.fr le projet s'appelle RACINES). Vous pouvez aussi taper « état stratège » sur Google (791 sites) et, pour vous occuper pendant les vacances, « réforme de l'état » (75 300 sites)!

- 1 Discours du Président Jean-Bertrand Aristide à l'occasion de son investiture, le 7 février 2001
- 2 Quand ce n'est pas un incompréhensible et pompeux charabia dans le genre : « Gouvernance et gouvernementalité: l'État commutateur ». Qu'est-ce que ça veut dire ?
- 3 Si tragique qu'il soit, le terrorisme ne peut être comparé à une « guerre mondiale » à moins qu'on veuille absolument en avoir une.
- 4 Une erreur d'appréciation majeure de Saddam Hussein en 1990 ou de George W. Bush en 2003 est de n'avoir pas compris que la guerre idéologique était devenue « incorrecte » même si l'on peut toujours se massacrer tout son soûl dans le cadre « national »!
- 5 Le seul exemple de transformation peut-être réussie est celle de la Défense. Ainsi, paradoxalement, l'armée serait le seul secteur moderne de l'administration française pendant que les autres continuent de vivre dans un cadre « militariste » dégradé
- 6 Fortement tempéré par le fait que, dans le même temps, on nous harcèle et on nous chipote sur des questions parfaitement secondaires
- 7 En revanche, le rocambolique projet d'évaluation des ATOSS qui n'est qu'un lifting de la notation est une caricature de pseudo modernité que tous ceux qui sont attachés à une vraie réforme de l'État ne peuvent souscrire.
- 8 Ces propos, rapportés par le Monde du 27 mars 2004, page 9, sont attribués au Premier ministre répondant à un secrétaire d'État.

Une consultation plus performante pour une prévention plus efficace

Françoise CHARILLON

Le 8^e rapport de l'Observatoire national de la sécurité des établissements scolaires et d'enseignement supérieur (mais 10^e document élaboré par l'observatoire) a été adopté à l'unanimité le mercredi 7 janvier 2004.

La diffusion de ce rapport est un peu différée en raison de l'évolution de sa conception. Sa présentation actuelle répond à une nouvelle méthodologie :

- index haut de page pour faciliter les recherches
- renouvellement des outils d'observation et notamment la création de la base de données sécurité des établissements ESOPE
- place prépondérante donnée à quelques dossiers majeurs tels les plans de mise en sûreté face aux risques majeurs (PPMS), l'accueil des jeunes en milieu professionnel, l'état des équipements sportifs, la sécurité incendie dans l'enseignement supérieur: le suivi des avis défavorables, l'accueil et la sécurité des élèves et étudiants handicapés... chacun de ces dossiers étant accompagné de propositions qu'il convient de hiérarchiser et auxquelles les différents partenaires devront répondre via un échéancier.

La contribution de l'observatoire dépasse la simple évaluation. Elle permet de fédérer la capacité des principaux partenaires que sont l'éducation nationale, la sécurité civile, le ministère chargé de l'environnement en lien avec les collectivités territoriales, chacun des experts ou consultants œuvrant au sein des différentes commissions. L'évolution des outils d'observation et notamment



d'ESOPE permet une évaluation plus performante pour une prévention plus efficace. Cependant l'efficacité de cet outil repose sur la participation des établissements et la volonté des responsables chargés de renseigner l'enquête. Aujourd'hui le recueil de données émane d'environ 2500 établissements publics du second degré. C'est bien mais nous pouvons mieux faire. D'autant que cette enquête constitue un tableau de bord particulièrement utile pour assurer le suivi de la sécurité des élèves et des personnels. Chaque établissement en tirera les premiers bénéfices. Jean Marie Schléret a présenté ce rapport le 3 février 2004 aux recteurs. Cela permettra sans aucun doute d'améliorer le taux de réponses dans les académies où la mobilisation s'est avérée insuffisante.